Crépuscule disciplinaire ? Quand tout est fini, c'est l'aurore... Entretien avec Dominique Pestre

Par Sophie Wahnich

Dominique Pestre et Sophie Wahnich

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/592>

DOI : 10.4000/elh.592

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 8 octobre 2015

Pagination : 61-68

ISBN : 978-2-271-08822-2

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Dominique Pestre et Sophie Wahnich, « Crépuscule disciplinaire ? Quand tout est fini, c'est l'aurore... Entretien avec Dominique Pestre », *Écrire l'histoire* [En ligne], 15 | 2015, mis en ligne le 08 octobre 2018, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/592> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.592>

Crépuscule disciplinaire ? Quand tout est fini, c'est l'aurore...

Entretien avec Dominique Pestre

Dominique Pestre travaille en historien sur les sciences physiques contemporaines, en philosophe et politiste sur les sciences comme enjeu politique et social. Selon lui, la production des savoirs intéressants est socialement distribuée, elle ne relève pas des seuls scientifiques organisés en laboratoires et académies. L'histoire, comme les autres savoirs, peut être déclarée savoir intéressant, important, actuel, ou au contraire inintéressant, périmé, inactuel. Il importe d'être attentif à ce qui ordonne de tels jugements dans le déploiement même de l'Histoire. Avant de déplorer la fin d'une discipline, il faut comprendre ce qui l'a organisée et ce qui l'organisera sur un plan non seulement épistémologique, mais social et politique. Si une séquence de l'Histoire s'achève, alors le discours historique se reconfigure. Loin d'en avoir fini avec les savoirs sur le passé, la discipline historienne se doit à nouveau de prendre en charge son propre présent de questionnement pour réagencer le questionnaire posé à ses objets. Si les techniques savantes sont des choix de société et de futurs, elles ne sont pas socialement innocentes. Les « boîtes noires » scientifiques méritent donc, en démocratie, d'être rouvertes et discutées. Peut-être l'histoire disciplinaire en est-elle là. Il s'agit ainsi avec Dominique

Que pensez-vous des constats de certains de nos collègues historiens qui affirment: «Ma discipline ne sert plus à rien, elle est devenue inutile aux jeunes générations, le métier tel que je l'ai pratiqué s'achève désormais, je ne sais plus si je dois l'enseigner à mes élèves»? Pensez-vous que la discipline historienne donne aujourd'hui des signes de fin de vie, qu'elle ne soit plus «utile pour la vie», selon l'expression de Nietzsche?

J'entends dans ces mots la fin d'une certaine manière d'écrire l'histoire – à défaut, peut-être, de l'histoire «en général». Mais les humanités et les diverses sciences sociales naissent à certains moments, elles remplissent certaines fonctions – en lien avec le politique et le social entendus dans le sens le plus large. Elles n'ont donc pas d'être transcendant, elles ne sont pas immortelles et peuvent donc mourir, ou s'étioler.

Si l'on prend pour un temps une position «fonctionnaliste», nos collègues semblent vouloir dire que la forme d'histoire qu'ils pratiquent dépérit, car elle n'est plus adaptée à notre époque. Soit elle n'est plus adaptée au rôle que ces historiens envisagent pour elle. Soit les fonctions attendues de l'histoire-discipline dans l'espace public ou les institutions d'enseignement ne leur conviennent plus. Soit le monde a suffisamment changé pour qu'ils ne puissent plus faire sens de leur travail. En bref, l'histoire n'intéresserait plus grand monde, ses objets et ses catégories ne résonneraient plus avec les expériences

vécues – et être historien deviendrait en effet désespérant. Dans tous les cas, un écart semble s'être creusé entre l'histoire-discipline, ou peut-être plus simplement un *certain* type de récit historique, et la manière dont les sociétés ont évolué.

Pensez-vous que cette exténuation disciplinaire entretient un lien avec ce que Francis Fukuyama avait annoncé comme «fin de l'histoire», c'est-à-dire la fin d'une séquence historique qui temporalise, de manière variable mais en les articulant, le passé, le présent et le futur?

Il ne fait pas de doute que, derrière la fin annoncée ou crainte de la discipline, se trouve un monde profondément transformé. Dans ce cas, Fukuyama donne une clé: la fin de l'Histoire – si on l'entend comme fin de la guerre froide et du conflit Est-Ouest, et derrière celui-ci du conflit historique entre capitalisme et socialisme – conduit à la crise de l'histoire qui a mis la question politique et sociale au centre de ses investigations et de sa trame explicative. Cette fin-là de l'Histoire signifie la fin d'une époque où il y avait accord sur l'enjeu, où on savait quelle était la nature de la bataille. Mais cela n'implique en rien la fin de l'Histoire, bien sûr – tout au plus la fin d'une version locale, provinciale. Qui peut croire, par exemple, que la Chine et ses historiens, même s'ils furent lourdement marqués par cette vision via le communisme, penseraient vivre *aujourd'hui* la fin de l'Histoire?

De fait, pourtant, une part notable de l'histoire-discipline ne sait plus quel est

son rôle – elle sent bien qu’elle ne peut plus dire certaines choses. L’histoire-discipline a été longtemps investie d’une fonction éducative, elle devait fabriquer un sens de l’être-ensemble, produire des représentations communes de la nation. Le discours du progrès se démultipliait en discours du progrès économique, progrès politique, progrès dans les niveaux de vie. L’histoire racontait la conquête de la liberté, les victoires démocratiques, les victoires sociales. Elle produisait un discours héroïque qui donnait un sens aux choses, mais qui, aujourd’hui, ne résonne plus chez ses auditeurs.

Un bref détour pourrait compléter l’analyse. Je travaille actuellement sur la langue de la Banque mondiale, et une chose frappe : les rapports qu’elle produit ont perdu, dans les dernières décennies, tout sens des spécifications temporelles, géographiques ou de causalité. Le présent simple et le présent continu (les formes en *-ing*) mettent en scène un monde toujours déjà en progrès et sans auteur. Les adverbes de temps se sont réduits de moitié en quarante ans. Les nominalisations au singulier dominant, les noms sont simplement conjoints dans un maelström édifiant, et la conjonction *and* a explosé, notamment dans le champ sémantique de la gouvernance. Un exemple ? « *There is greater emphasis on quality, responsiveness, and partnerships; on knowledge-sharing and client orientation; and on poverty reduction.* » En 1960 ou 1970, au contraire, on utilisait largement la gamme des temps (passé, présent, futur) et les objectifs et responsables étaient clairement identifiés. Commenter cela en détail serait déplacé, mais une chose est sûre : la langue de la Banque mondiale n’autorise plus aujourd’hui le récit historique

circonstancié, avec acteurs et indication des dynamiques possibles – ce qui, d’une autre façon, renvoie aux craintes exprimées dans votre première question.

Depuis la crise de 2008, le conflit sur le modèle de développement économique, politique et social n’est-il pas à nouveau visible et lisible ? Les mouvements du printemps arabe de 2010-2011 et ceux des indignés et des *Occupy* se sont développés même dans ce que vous appelez une province de l’Histoire, qui est sans doute la province occidentale. Le libéralisme n’est pas suffisamment efficient pour ne pas avoir à mener encore des batailles avant d’obtenir une victoire totale. Sa perte de crédit reconfigure une ligne de front quasi classique. Elle oppose ceux qui affirment encore que la démocratie est entièrement réalisée dans les institutions politiques qui sont les nôtres à ceux qui réclament une véritable démocratie maintenant. Enfin, un front secondaire s’est ouvert avec ceux qui proclament que la question démocratique est devenue obsolète, car elle ne peut se relever de son identification au libéralisme et qu’elle est de ce fait le contraire de la vérité et non pas le contraire de la tyrannie. Il y aurait là une réserve d’histoire héroïque, et, de fait, des figures de héros du passé servent de monuments. Le masque de Guy Fawkes, repris du film *V pour Vendetta*, ne cesse de circuler dans les manifestations de toute la « province occidentale », y compris dans son extension au Maghreb (en Tunisie, le héros du film était comparé à Bouazizi, comme lui « calciné »).

Mais d’autres fronts sont ouverts, sans doute plus inquiétants. Les jeunes héros du jour sont des héros du djihad,

voire des martyrs. Si la tradition d'une histoire issue des Lumières peut alors redevenir pertinente, c'est pour raconter non pas des victoires, mais un affrontement avec des anti-Lumières. Dire le combat, oui, me semble à nouveau possible, certes avec moins d'assurance et d'optimisme, moins de certitudes, car ce qui a changé, c'est que nul ne prétend plus savoir quelle est l'issue du combat. Plus rien n'apparaît inéluctable ni même stable.

La séquence où l'histoire avait une direction claire n'est plus celle d'aujourd'hui, ni pour nous ni pour ces nouveaux «héros». La fin de l'histoire que je tentais de cerner, si on veut aller au fond, se marque par la fin de la dialectique hégélienne (ou marxiste) où, partant de la dynamique des contradictions (le mécanisme et les grandes forces à l'œuvre étant connus), on peut prédire ce qui advient, où l'on va, avec à la fois – ce qui est idéal – congruence du social et de l'intellection, du politique et du rationnel. L'idée de cette histoire où s'affrontent deux forces immuables et majeures me paraît bien morte, et l'histoire semble avancer et se transformer à travers des interactions aujourd'hui plus nombreuses et complexes, à enjeux emmêlés (dont la question sociale, qui reste une vraie question). Cela se repère de deux façons dans les sciences sociales : via la montée en puissance d'un autre jeu de catégories – celles d'acteurs, de coproduction, d'hybridité, d'agencement (ou *agency*), qui disent la complexité des reconfigurations qui constamment opèrent ; mais aussi via l'ouverture des enjeux qui importent et structurent les débats : la question de la nature, du climat, de la Terre, de l'anthropocène ; la question du genre ou des races ; la ques-

tion de la croissance économique comme valeur première, etc. Un double mouvement, donc : plusieurs grands combats, et non un seul ; et des échelles plus complexes dans les registres d'action et d'efficacité à prendre en compte.

En d'autres termes, il n'y aurait plus d'Histoire au singulier, cette singularisation de l'histoire ou du progrès que Koselleck note durant les Lumières et qui dit la hiérarchie géo-politique et civilisationnelle au sommet de laquelle règne une Europe seule dotée de raison et du bien politique ; et il n'y aurait donc plus non plus de possibilité d'une histoire-discipline au singulier. Nous serions sortis d'une parenthèse historique-politique et revenus à une phase où on pourrait à nouveau parler, d'un côté, *des histoires des Italies, des progrès et des traditions, des arts et des techniques* ; et, de l'autre, des choix à faire entre options et intérêts, qui ne peuvent être rabattus sur la seule métrique de la question sociale et qui demandent au contraire des pesées compliquées.

Cette fin de l'histoire pourrait donc être la fin de l'Europe des Lumières guidant le monde et lui disant ce qu'il importe de comprendre – ou, plus dramatiquement, car cela est aussi possible, la fin de l'Europe tout court, d'une puissance et de formes de vie ne s'étant pas adaptées à la dernière phase de la mondialisation, ce que disent aujourd'hui les médias. La fin de l'histoire serait alors le déclin d'une région autrefois centre du monde et qui se vit aujourd'hui comme sans futur, sans histoire à poursuivre.

Mais si l'on ne cède pas à ces sirènes désespérantes, on peut dire qu'il est possible (et plus intéressant) de multiplier les grands récits, qu'il est toujours de grands enjeux dont l'histoire peut se saisir, qu'il est encore des valeurs autour

desquelles se mènent les batailles d'aujourd'hui. Et que, pour cette raison, nombre d'historiens n'ont pas le sentiment d'une fin de leur métier.

Si l'on prend les choses sous cet angle, alors l'histoire est en plein boom ?

Oui, c'est mon sentiment : elle est en pleine recomposition. L'histoire des rapports des humains à leurs environnements est très vive aujourd'hui. La question est soulevée des limites conceptuelles de l'idée des sociétés comme composées uniquement d'humains qui fondait la sociologie. Peut-on penser la « grande divergence » (au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles) ou le présent de nos sociétés sans mettre au centre de la réflexion la matérialité de nos environnements et le rapport que nous avons construit avec eux ? Ne pourrait-on écrire, pour prendre un autre exemple, une histoire des sciences en Europe qui soit une histoire des rencontres et des échanges avec les autres au fil de mondialisations étalées sur cinq siècles, et non une histoire de notre génie – d'un « basculement des modes de pensée européens » ? Ne pourrait-on encore écrire une histoire longue de l'Europe qui ne serait pas une simple histoire de progrès – techniques, économiques, politiques, mais au contraire une série d'histoires divisées sur elles-mêmes, travaillées par la conscience des dégâts engendrés, mais conscience dont les acteurs ne font pas grand cas en « passant outre », régulièrement ?

Comment caractériser les différences entre ces pratiques qui vous sont familières et celles des autres historiens ?

Pour les autres historiens, je ne sais pas. Je partirai de l'idée que les historiens que je connais ont été formés dans

le cadre de ce qu'on appelle les *studies* – faute d'un mot français qui nommerait une pratique qu'il a fallu importer : *science and technology studies, gender studies, subaltern, colonial and post-colonial studies, cultural studies, environmental studies*. Dans ces champs qui impliquent des questionnaires spécifiques et des rencontres continues et étroites entre disciplines (anthropologie, écologie, linguistique), on entend peu de constats de désolation sur la fin de l'histoire, comme si cela ne constituait pas une question.

Une différence dans les *studies* par rapport aux formations classiques des historiens est que nous traitons de sujets souvent apparus récemment, portés par des acteurs sociaux plutôt jeunes et qui sont plus en phase, peut-être, avec certaines évolutions des sociétés contemporaines. Ils ne sont pas non plus cadrés d'abord par la nation, la modernité ou le progrès, ni par l'histoire politique courante. En tant qu'historiens dans ces milieux, nous travaillons aussi en lien très explicite avec le présent. Selon deux axes : le présent de nos collaborations avec des sociologues, des scientifiques ou des politistes ; et dans la construction de nos questionnements intellectuels qui s'élaborent dans un va-et-vient érigé en règle de méthode entre présent et passé.

Laissez-moi vous donner un exemple concret. Au début des années 2000, dans l'histoire sociale des sciences, nous sommes un certain nombre à ressentir un double inconfort. Vis-à-vis des histoires des XIX^e et XX^e siècles, qui ne sont que des histoires de progrès scientifiques et techniques autocentrés ; et vis-à-vis des sociologues qui, comme Ulrich Beck ou Michel Callon, disent la fantastique post-modernité qui est la nôtre et parlent avec candeur de démocratie technique ou de

sociétés réflexives. Dans mon cas, cela s'est traduit dans la proposition de sujets de thèses. Par exemple : que serait une histoire technique et scientifique de l'Europe du tournant des XVIII^e et XIX^e siècles qui supposerait (à vérifier aux archives, bien sûr) que nos ancêtres étaient dotés eux aussi de réflexivité sur leurs modes d'être et d'action, et qui raconterait comment cela s'est inséré, instancié dans la régulation des dégâts du progrès, dans les normes, le droit et la jurisprudence ? Le résultat peut être lu dans le livre remarquable de Jean-Baptiste Fressoz, où les batailles autour des technologies, des savoirs et des dangers sont documentées pour la chimie et l'éclairage au gaz, pour la vaccination et la réglementation des machines à vapeur¹. Le résultat de ces travaux est double : une autre écriture de l'histoire, d'autres récits, d'autres interprétations – et un changement notable de l'historiographie ; mais aussi un savoir documentaire qui peut être mobilisé au présent, qui pose des questions aux autres disciplines et aux acteurs sociaux. Ce qui, en retour, nous impose de meilleures caractérisations des situations passées.

Cela a-t-il une incidence sur la pratique concrète du métier, son découpage disciplinaire, la manière d'appréhender les archives, la manière de restituer les gains de savoir ?

Sur les découpages disciplinaires, oui, indéniablement. En un sens, nous sommes des historiens – je ne saurais pas comment me définir autrement –, mais nous vivons mêlés aux autres disciplines universitaires et sommes tenus de répondre aussi sur leurs terrains ; et souvent mêlés aux débats et acteurs publics (autour de questions comme : comment

mieux penser l'inclusion sociale dans les régulations techniques ?). Sur les sources aussi, car nous circulons entre archives et documents primaires, comme les autres historiens, mais sommes aussi confrontés à l'avalanche des données du contemporain, disponibles sur le web par exemple, à partir desquelles nous réfléchissons.

Enfin, avec les *studies*, c'est l'unité de l'histoire qui serait perdue, l'idée d'une histoire unifiée à la surface du globe, même si la *global history* progresse elle aussi. Comment expliquer d'un côté cette spécification (à la manière dont Foucault parlait d'intellectuels et d'engagements spécifiques) et de l'autre cette globalisation de l'histoire qui n'est pourtant pas un retour à l'histoire comme totalisation ?

Je ne sais s'il est une unité de l'histoire-discipline – n'oubliez pas que je viens initialement des sciences, et qu'il n'est pas d'unité des sciences –, mais il n'est pas de raison de postuler une unité de l'Histoire-événement. Vouloir écrire une histoire globale est certes envisageable pour qui en aurait la carrure et l'audace, mais celle-ci ne pourra être une totalisation ; et il conviendra de réfléchir à la forme, à la nature des récits, et très certainement à leur démultiplication. Et, comme nous l'ont appris les praticiens de la *microstoria*, les jeux d'échelles resteront premiers.

Peut-on alors considérer que l'histoire est une constante réinvention dans un rapport au présent et que, finalement, tous les secteurs de l'histoire peuvent être réélaborés à l'aune de ce présent ? En histoire politique, cela me paraît tout à fait évident, mais avec un double risque de disqualification : cette his-

toire politique est souvent désignée comme militante et anachronique. Pour ma part, j'assume ce que Nicole Loraux appelle l'«anachronisme contrôlé» : partir des questions présentes, interroger un passé éloigné pour calmer justement l'investissement symbolique engagé politiquement dans le présent, et puis revenir lesté(e)s de nouvelles questions et d'un nouveau regard. J'assume donc la qualification d'histoire anachronique, mais pas celle de militante. Je plaide plutôt pour l'affirmation d'une histoire qui ne peut éviter d'être écrite en résonance avec le monde présent, et à ce titre, oui, l'histoire politique de la Révolution française au présent pourrait ressembler à des «*Revolutions studies*». Comment vous situez-vous par rapport à cette double question d'une histoire dite militante et anachronique ? Est-ce un problème dans vos *studies* ?

Je ne doute pas que tous les secteurs de l'histoire peuvent être retravaillés selon des logiques proches de celles que j'ai évoquées. Que les choses soient claires : ce que nous avons fait est très banal, et nous sommes loin d'être les seuls au monde à l'avoir fait. Pensez à la réflexion sur les transformations récentes des sciences sociales, aux vertus des enquêtes combinées avec d'autres disciplines – et bien sûr à la centralité de cet anachronisme contrôlé (je préciserais : délibérément activé et construit) que vous prônez et qui dit très exactement ce qu'il est bon de faire. Mais, peut-être parce que nous sommes un peu marginaux pour les historiens, à la différence de vous et de l'histoire politique, je ne crains pas la disqualification. Intellectuellement, notre position – celle que vous venez d'illustrer et la mienne – est

solide, car consciente de ce qu'elle fait... et assez largement répandue.

Donc, nous vivrions non pas une fin de l'histoire disciplinaire, mais d'autres manières, démultipliées, de la faire prospérer ? Mais, en historien des sciences, qu'est-ce qui permet de déclarer qu'une période épistémologique s'achève au sein d'une discipline scientifique, voire que la discipline meurt ?

Certes, des disciplines peuvent mourir. Elles sont créées, elles peuvent être abandonnées, ou transformées à un point tel qu'elles deviennent méconnaissables. Mais à mon sens, pour l'histoire d'aujourd'hui, il s'agit bien d'un redéploiement, d'une démultiplication, pas d'une mort avec acte de décès ! On a produit des tas de récits historiques au fil du temps (et encore aujourd'hui) : histoire diplomatique ou sociale, *microstoria* ou approche par cas, et aucune de ces histoires ne s'est tarie pour des raisons épistémologiques : toutes l'ont été pour des raisons politiques, intellectuelles, de déplacement des préoccupations. Allons encore un pas plus loin : l'épistémologie ne guide pas les sciences ni ne les sanctionne, et, comme discipline académique, elle est un discours normatif et moral camouflé. Ce qui fonde le récit historique et ses présupposés s'enracine dans des choix conceptuels, dans les questions que pose le présent, et très secondairement dans les règles de la profession, au fond assez stables dans le temps. Qu'est-ce que cela veut dire aujourd'hui ? Que du fait des mutations sociales, économiques et géographiques en cours, il est un grand potentiel de renouveau pour l'histoire.

L'obsession d'une histoire politique qui observait le combat entre communisme et libéralisme s'est achevée défi-

nitivement en 1989 – et certains ont alors déclaré qu’on entrait dans la non-histoire. C’était ridicule, c’était faire une erreur de catégorie. D’autres préoccupations sont donc apparues (peut-être que l’histoire aussi a peur du vide): l’individu, la nature, la finance globale,

l’ouverture des possibles dans la biopolitique. Il est donc effectivement préférable de ne plus apprendre le métier d’historien à nos étudiants comme nous l’avons appris, mais c’est plutôt une bonne nouvelle.

Note

- 1 Jean-Baptiste FRESSOZ, *L’Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Éd. du Seuil, 2012. Voir dans ce numéro même Muriel LOUÂPRE, «L’ère anthropocène: pour en finir avec la fin de l’histoire. Entretien avec Jean-Baptiste Fressoz», p. 53-60.